

*Questions orales*

**M. Broadbent:** Comme c'est rarement le cas, le premier ministre fait erreur. Les changements dont parlait le gouvernement il y a quelques années visaient à retirer les garanties du pacte; à cette époque, le premier ministre faisait l'objet de pressions de la part des États-Unis parce qu'ils accusaient un léger déficit de 200 millions de dollars en 1970, ce qui les faisait bien rouspéter. Maintenant, notre déficit s'élève à 2 milliards, et j'aimerais que le premier ministre dise à la Chambre quand le gouvernement canadien va se décider à aborder cette question de manière énergique avec les Américains.

**M. Trudeau:** Je ne partage pas l'avis du député sur l'attitude du gouvernement, mais il reste que parfois le pacte joue en faveur d'un pays et parfois en faveur de l'autre. Le député ne peut certes pas reprocher au gouvernement d'avoir voulu, il y a deux ans, faire en sorte qu'à long terme le pacte serve les intérêts du Canada. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'à cette époque il craignait les changements alors que maintenant il en réclame. Il devrait être plus logique.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, les changements que nous souhaitons il y a quelques années sont ceux-là mêmes qui, s'ils avaient été apportés, n'auraient pas entraîné le déficit considérable que nous accusons aujourd'hui. Lorsque le premier ministre dit que parfois le pacte joue en faveur des États-Unis et parfois en faveur du Canada, ne voit-il pas que la situation déficitaire du Canada qui, pendant 8 années sur 11, a accusé un déficit cumulatif de plus de 5 milliards, reflète les hauts et les bas d'un accord que son gouvernement entend maintenir dans sa forme actuelle?

● (1130)

**M. Trudeau:** Le député s'arrange pour faire abstraction du fait qu'avant l'accord notre déficit était énorme. C'est le gouvernement libéral actuel, sous l'actuel ministre des Travaux publics, qui a pris l'initiative de cet accord, à tout prendre, très avantageux pour le Canada. La situation est maintenant bien meilleure qu'elle ne l'était avant ce changement, que nous devons au gouvernement libéral.

**M. Broadbent:** Vous feriez mieux de vérifier vos chiffres.

\* \* \*

[Français]

**L'AGRICULTURE**

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—ON DEMANDE D'EXPLIQUER LE RETARD À DISTRIBUER LES NOUVEAUX RÈGLEMENTS RELATIFS AUX QUOTAS

**M. C.-A. Gauthier (Roberval):** Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Après avoir reçu de nombreuses plaintes de personnes de ma région, au sujet de la publication et de la distribution aux producteurs laitiers des nouveaux règlements sur les quotas de production, et étant donné qu'un tel retard nuit à la planification de la production future de ces gens, le ministre peut-il dire à la Chambre aujourd'hui, quand il pourra faire parvenir ces nouveaux règlements aux producteurs laitiers?

[M. Trudeau.]

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, sauf erreur, ce sont les offices de commercialisation, les associations et les services d'utilité et autres des provinces qui sont censés les distribuer; si on ne l'a pas fait, je me renseignerais pour savoir pourquoi.

\* \* \*

**LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES**

PÉTROLE—L'ENTENTE AU SUJET DE LA PARITÉ DU PRIX DU BRUT AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

**M. James Gillies (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. La conférence des premiers ministres étant terminée—je sais qu'on ne s'était pas encore entendu sur le prix hier—je me demande si le premier ministre pourrait dire à la Chambre et au pays si l'on s'est entendu au moins pour que le prix du brut au Canada ne dépasse pas le prix du brut aux États-Unis.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, c'est là un point sur lequel nous nous sommes tous entendus, y compris les provinces productrices.

\* \* \*

**LES RESSOURCES**

LA POSITION DU CANADA AU SUJET DES RESSOURCES MINÉRALES DES FONDS MARINS—LES POURPARLERS AVEC LES ÉTATS-UNIS

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à la suite de la Conférence sur le droit de la mer qui a échoué à conclure un traité concernant la prospection des ressources minérales des fonds marins le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est entretenu avec le secrétaire au commerce des États-Unis, M. Elliott Richardson, au sujet des utilisations commerciales des fonds marins. Étant donné que les États-Unis sont fort désireux d'explorer les ressources minérales que recèlent les fonds marins, activité qui comporte des répercussions très graves pour le Canada, le ministre peut-il dire à la Chambre quelle est l'attitude du Canada à l'égard de cette question importante, et s'il compte avoir sous peu des entretiens avec son homologue des États-Unis afin de connaître la position des États-Unis et peut-être de résoudre ce problème épineux?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, le député comprend sans doute qu'il s'agit là d'une question très générale qui a fait partie des entretiens que le ministre de l'Industrie et du Commerce a eus hier avec son homologue des États-Unis. En tant que ministre de l'Énergie, je n'ai pas réellement d'homologue aux États-Unis; les entretiens se dérouleront donc entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et peut-être le département d'État des États-Unis.